

LE TEMPS

Endettement Lundi 3 mai 2010

La crise grecque remet en question la solidité des banques

Par Yves Genier

Une cascade de défauts de paiement en zone euro ouvrirait la voie à «pire que Lehman»

La crise grecque ne se limite pas à secouer fortement les Etats les plus fragiles financièrement de la zone euro. Elle place sous le feu des projecteurs les risques pris par les banques commerciales qui ont prêté aux PIIGS (acronyme anglophone désignant les pays les plus endettés, à savoir le Portugal, l'Irlande, l'Italie, la Grèce et l'Espagne).

Les marchés, qui envisagent tous les scénarios et même les pires, se sont mis à évaluer les conséquences qu'aurait, pour les banques créancières, une cascade de défauts de paiement. Même si l'accord intervenu dimanche mitige les risques, la question demeure: dans quelle mesure les banques internationales pourraient-elles faire face à la défaillance de débiteurs publics et privés endettés pour des centaines de milliards d'euros?

Une première réponse est apportée par l'économiste pour l'Europe de la banque britannique Schroders, Azad Zangana, dans une note publiée jeudi matin. Selon lui, les marchés financiers ont «besoin de décisions claires à court terme avant que cette crise atteigne des niveaux qui pourraient devenir bien pires que [la crise consécutive à la faillite de] Lehman [Brothers]».

La matérialisation du risque de contagion aux autres pays fragiles, dès la dégradation des notations du Portugal et de l'Espagne mardi et mercredi, a donné une nouvelle dimension au problème posé par les engagements bancaires. Tant que seule la Grèce était concernée par la crise, le risque pesant sur les banques était limité à 236,2 milliards de dollars, selon la [Banque des règlements internationaux](#). Bien que considérable, ce chiffre n'alarme pas les spécialistes.

Ainsi, l'analyste Ronit Ghose, de Citigroup, estime, dans une note publiée jeudi, que, «le taux d'effort sur les banques européennes ne serait que de 4% de leurs encours au cas où la Grèce faisait défaut sur 30% de sa dette publique», 232 milliards d'euros. Parmi les banques les plus exposées figurent Credit Agricole, via notamment sa filiale hellène Emporiki, et la banque allemande Hypo Real Estate. Mais une contagion de défauts aux autres pays fragiles porterait l'exposition totale des banques au chiffre astronomique de près de 3000 milliards d'euros.

Pas de massacre en bourse

Si le remboursement de ces crédits était sérieusement mis en doute, la solvabilité des banques créancières serait elle-même affectée. «Confrontées à des probabilités de pertes sur leurs engagements, les banques créancières devraient accroître leurs besoins de financement», commente Patrice Gautry, stratège chez Union Bancaire Privée à Genève.

Elles devraient constituer, dans l'urgence, des provisions gigantesques pour couvrir leurs risques, alors qu'elles sont en plein effort de redressement. La fragilisation brutale de leur solidité financière qui en résulterait réveillerait un démon surgi lors de la crise financière, la méfiance entre banques.

«Cela se traduirait par des tensions marquées sur les marchés interbancaires», poursuit Patrice Gautry. Le coup d'arrêt porté aux prêts entre banques et l'explosion des taux d'intérêt à très court terme qui en avait résulté avaient failli provoquer l'arrêt du système bancaire à l'automne 2008.

Le risque d'un nouveau coup d'arrêt paraît néanmoins beaucoup plus réduit, selon le chef économiste d'UBS, Andreas Höfert. «Les Etats sont beaucoup plus conscients des problèmes et des risques qu'ils ne l'étaient au lendemain de la faillite de Lehman Brothers. Ils prendront des mesures à un stade plus précoce. Mais comme ils n'ont plus guère les moyens de s'endetter, ils feront tourner la planche à billets, ce qui engendrera une reprise de l'inflation.»

Signe que le scénario d'une nouvelle crise à la Lehman Brothers n'est pas pris au sérieux par les marchés, les banques n'ont guère plus souffert en bourse que la moyenne des autres sociétés cotées. Durant cette dernière semaine d'avril, l'indice Bloomberg des 500 plus grandes institutions bancaires a reculé de 4,4% alors que l'indice Stoxx des 50 plus grandes capitalisations européennes a perdu 4,1%.

Le risque d'une contagion à d'autres dettes souveraines est pris plus au sérieux par les économistes. «Le problème des finances publiques déséquilibrées n'est pas que lié à la Grèce ou aux pays périphériques de la zone euro. Le Royaume-Uni, le Japon et les Etats-Unis sont eux aussi confrontés à de sérieux défis fiscaux», écrit Ronit Ghose, de Citigroup. La pression n'est certes pas sérieusement montée contre ces émetteurs de dette, mais leurs obligations n'assument pas non plus le rôle de refuges.

Les investisseurs soucieux de sécurité maximale s'orientent en premier lieu vers les titres de dette souveraine allemande et suisse, dont les rendements baissent dès que la tension autour de la dette grecque s'accroît, et, de manière plus marginale, vers les obligations souveraines scandinaves ou canadiennes.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA